

# VOICE

Le journal de la SPM | mars 2014 | numéro 1



Roms, Sinti et Yéniches en Suisse

## Stop à l'antitsiganisme

**En Suisse, les peuples minoritaires que sont les Roms, Sintis et Yéniches font bien souvent l'objet de préjugés et de discriminations. Mendicité, criminalité, prostitution et abus du droit d'asile sont autant de termes qui sont facilement associés aux Roms. Une étude sur la couverture médiatique en Suisse à propos des Roms et des Yéniches en arrive à la conclusion consternante qu'un article analysé sur huit contient des propos discriminatoires. Les choses doivent changer.**

Les Roms, Sinti et Yéniches constituent un groupe très hétérogène. Seule une petite partie d'entre eux est nomade. 35 000 Yéniches (dont 3 000 à 5 000 nomades), 50 000 Roms (dont une centaine de nomades) et quelques familles manouches vivent en

Suisse. La majeure partie de ces groupes est sédentaire, «invisible» et s'est donc intégrée parfaitement à la société suisse majoritaire. Les gens du voyage quant à eux sont bien souvent considérés comme des «corps étrangers».

Depuis quelques années, un nouveau terme désigne en sciences sociales et historiques la combinaison dangereuse d'une discrimination structurelle et d'une stigmatisation culturelle des Roms, Sinti et Yéniches, à savoir: l'antitsiganisme. Pour Bernhard C. Schär et Béatrice Ziegler dans leur livre «Antiziganismus in der Schweiz und in Europa» (paru au mois de janvier en allemand seulement), l'antitsiganisme se caractérise en ce qu'il fonctionne comme bien d'autres formes du racisme à savoir sans réelle présence des personnes concernées. Là où il n'y a pas de Roms,

Quelle image des Roms véhiculent les médias? Des images de Roms engagés et sûrs d'eux, telles que celle prise lors d'une manifestation contre l'antitsiganisme à Berlin-Neukölln en 2013, se font rares dans les médias. Le monde des images est lui aussi dominé par des clichés.

Photo: Uwe Hicksch, flickr.com



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**

Sinti et Yéniches, l'antitsiganisme, lui, en invente. L'antitsiganisme, comme bien d'autres formes de racisme, n'est pas toujours exprimé de façon consciente et il laisse à peine la parole aux personnes concernées.

### Les médias ne donnent que rarement la parole aux Roms et Yéniches

Cette tendance est particulièrement flagrante dans la couverture médiatique sur les Roms, Sinti et Yéniches en Suisse. Mandaté par la Commission fédérale contre le racisme (CFR), l'institut de recherche Forschungsinstitut Öffentlichkeit und Gesellschaft (fög) a mené une étude sur l'antitsiganisme dans les médias suisses. Les auteurs de l'étude publiée en décembre 2013 ont porté leur analyse sur la couverture médiatique concernant les Roms et Yéniches dans les principaux médias germanophones, francophones et italophones, entre 2005 et 2012. Pendant longtemps, les articles sur les Roms étaient rares. C'est à partir de 2007 que l'information s'est intensifiée pour devenir encore plus dense dès 2010. L'élargissement de la libre circulation des personnes à la Roumanie et la

Bulgarie a concentré tous les regards sur les Roms.

Tandis que les articles dans les rubriques internationales traitent souvent des discriminations vis-à-vis des Roms à l'étranger, les discriminations auxquelles sont soumis les Roms et Yéniches en Suisse sont rarement thématiques. Les thèmes abordés tournent en premier lieu autour de comportements délinquants ou considérés comme gênants tels que la mendicité, la criminalité ou la prostitution. Ceci marque de façon très problématique l'image des Roms et Yéniches auprès du grand public. Les contributions sur les Roms et Yéniches donnent en premier lieu la parole aux représentants des autorités publiques. Ils donnent leur point de vue dans 42 % des cas, tandis que Roms et Yéniches ne sont consultés que dans 13 % des contributions. Ils ne sont en général interrogés que pour leur réaction et après les événements et n'ont donc quasiment aucune occasion pour aborder leurs propres sujets. L'étude conclut que dans près de la moitié des informations analysées des généralisations sont effectuées. Et dans un cas sur quatre cette généralisation est clairement connotée négativement. Ce qui signifie: une contribution sur

## «Il ne faut pas croire que les journalistes sont mieux informé-e-s»

*La SPM a interviewé Venanz Nobel, vice-président de l'association «schäft gwandt», et Mustafa Arsan, artiste et membre du collectif Rroma Jam Session Art, sur leur perception de l'antitsiganisme croissant en Suisse et sur ce qu'il serait possible d'entreprendre contre ce phénomène.*

### SPM: Les résultats de l'étude CFR vous étonnent-ils? Quelle est votre réaction quant à ces résultats?

Venanz Nobel: Les résultats ne m'ont pas surpris. Ils ne font que confirmer ce que nous avons toujours dit. Mais cette étude a le mérite de montrer cette évolution et de décrire les stéréotypes véhiculés par les médias. D'un autre côté, malgré son approche scientifique, l'étude n'indique pas clairement quels sont les articles analysés. Dans le quotidien zurichois NZZ par exemple, a-t-on analysé les rubriques politiques seulement ou aussi les pages culturelles? L'étude ne le dit pas.

Mustafa Arsan: Les résultats de l'étude CFR ne m'ont pas surpris non plus et ont, hélas, confirmé ce que j'ai régulièrement moi-même observé. En tant qu'artiste rom j'en éprouve d'une part de la tristesse et de l'autre cela me motive aussi à m'engager.

### A votre avis, quelles sont les étapes nécessaires pour lutter contre l'antitsiganisme dans les médias? Quel est votre engagement personnel dans ce sens?

Nobel: Les termes doivent être bien différenciés.

Dans les instituts de formation pour journalistes, des connaissances de base sur les Roms, Sintis et Yéniches doivent être enseignées et l'on devrait pour ce faire inviter des personnes concernées. Il ne faut pas croire que les journalistes sont mieux informé-e-s. On ne peut pas attendre d'eux qu'ils/elles écrivent de bons articles s'ils/elles ne disposent pas du savoir nécessaire. De plus, le sujet des Roms, Sinti et Yéniches doit être plus souvent abordé à l'école obligatoire. L'association «schäft qwant» observe elle-même la presse et organise en cas de besoin des campagnes de courriers des lecteurs. Ceci peut s'avérer très productif, comme cela a été le cas dans l'affaire Benzenschwil dans le canton d'Argovie: après la mobilisation de l'UDC contre la création d'une aire de transit et les articles négatifs correspondants dans le quotidien Aargauer Zeitung, nous avons pu au moyen du courrier des lecteurs montrer une opposition qui s'est avérée fructueuse et qui a été entendue par le journal. Mais la dépense en temps a été pour le coup très importante.

Arsan: Cet été 2013, Mo Diener (artiste performeuse), Eva Merckling (musicienne), Milena Petrovic (actrice) et moi-même, nous avons fondé

le collectif Rroma Jam Session. En tant que Roms, notre objectif est de promouvoir, à l'aide de l'art et de performances artistiques, le respect et la reconnaissance envers les Roms, Sinti et Yéniches, et de lutter contre tous les poncifs et clichés.

### Qu'attendez-vous des organisations partenaires telle que la SPM?

Nobel: Une présence renforcée et une influence plus grande auprès de l'association suisse des diffuseurs, du conseil de la presse et des instituts de formation pour les journalistes ainsi que du soutien quant à notre propre communication. En même temps, la voix de nos militant-e-s doit être entendue et leurs revendications écoutées. Je considère comme très positifs l'engagement de la SPM et son initiative de lancer le 8 avril une journée d'action en faveur des Roms, Sinti et Yéniches en Suisse.

Arsan: Nous attendons de la SPM une collaboration fructueuse et nous réjouissons de pouvoir mener ensemble des tables rondes, des actions, des projets et des ateliers avec les Roms, Sinti, Yéniches et gadjé.

*Interview: Angela Mattli, Yves Bowie*

huit concernant les Roms et Yéniches en Suisse est discriminatoire.

Suite à la publication de cette étude, la SPM a demandé au Conseil suisse de la presse que l'antitsiganisme dans les médias soit jugé plus sévèrement. En outre, le Conseil suisse de la presse se doit, en collaboration avec les instituts de formation suisses, de sensibiliser encore plus les futur-e-s journalistes. Afin de sensibiliser également le grand public suisse à cet antitsiganisme croissant, la SPM, soutenue par des militant-e-s et organisations partenaires, organise pour la première fois des activités autour du 8 avril 2014, Journée internationale des Roms et Sinti. L'objectif est d'informer sur les Roms, Sinti et Yéniches vivant ici et de tirer la sonnette d'alarme contre l'antitsiganisme, pour plus de respect et reconnaissance envers les Roms, Sinti et Yéniches en Suisse.

Angela Mattli, Yves Bowie

## Journée internationale des Roms, Sinti et Yéniches

Action de rue «Stop à l'antitsiganisme! Respect et reconnaissance pour les Roms, Sinti et Yéniches en Suisse»

**8 avril 2014, 13h,  
Waisenhausplatz, Berne**

## L'assemblée générale de la SPM

L'assemblée générale de la SPM (AG) se tiendra cette année le 2 juin 2014 dans les locaux du secrétariat de l'association. Tous les membres sont cordialement invités à participer à cette AG. Afin de préparer au mieux cette réunion, nous vous prions de vous annoncer d'ici le 27 mai (info@gfbv.ch, 031 939 00 00). L'ordre du jour est publié sur le site Internet de la SPM (www.gfbv.ch/ag). Nous n'enversons pas d'autre invitation aux membres, tous les documents peuvent être commandés dès à présent.

Assemblée générale: 2.6.2014, 19h, Secrétariat de la SPM, Schermenweg 154, 3072 Ostermundigen

## Editorial

*La SPM fait avancer les choses! Grâce au soutien de nos membres et de nos sympathisant-e-s, voilà une année de plus, 2013, qui a été marquée par de nombreux accomplissements: dans le cadre de notre campagne «No dirty Gold!», nous avons pu montrer que dans le milieu de l'industrie aurifère, les violations des droits humains et les pollutions de l'environnement restent monnaie courante. La Suisse est responsable, étant la principale plaque tournante de l'or dans le monde. A l'aide d'actions médiatiques et de recherches sérieuses, nous avons mis l'industrie de l'or suisse et les autorités helvétiques sous pression. Et nous avons obtenu des résultats! Une partie de l'une de nos revendications a ainsi été satisfaite au mois de décembre: le Conseil fédéral a en effet annoncé que les statistiques relatives au commerce de l'or seraient désormais rendues publiques, de façon à assurer une meilleure transparence (cf. encadré p. 8).*

*Au Sri Lanka aussi, notre campagne a porté des fruits: l'Office fédéral des migrations (OFM) avait fait savoir, en septembre dernier, qu'il suspendrait jusqu'à nouvel ordre les renvois au pays de requérant-e-s d'asile originaires du Sri Lanka. Cela avait fait suite à la publication d'un de nos rapports qu'au moins deux requérants d'asile refoulés avaient été torturés à leur retour au Sri Lanka. Et notre campagne produit encore des effets à ce jour: les pourparlers en vue d'un accord de réadmission avec le Sri Lanka sont actuellement interrompus. Manifestement, la situation critique au Sri Lanka est désormais aussi davantage prise en compte dans les décisions prononcées quant aux demandes d'asile car depuis fin septembre, beaucoup plus de personnes en provenance du Sri Lanka ont obtenu l'asile.*

*Nous avons également beaucoup de projets pour l'année 2014. A l'occasion de nos 25 ans d'existence, nous souhaitons nous engager contre l'antitsiganisme qui est en train de croître, notamment dans les médias suisses. Notre premier projet à ce sujet consiste à organiser avec des Roms, des Sinti et des Yéniches une série d'activités autour du 8 avril, journée internationale de ces minorités nomades (cf. texte ci-contre).*

*Cette année, nous mettrons également à nouveau l'accent sur l'exploitation aurifère, notamment en exigeant des raffineries qu'elles affichent enfin plus de transparence sur leurs activités et que des mesures soient prises en vue d'une exploitation «propre» de l'or. De plus, nous enjoignons les autorités suisses à créer un cadre légal contraignant les sociétés de ce secteur à respecter les droits humains et à préserver l'environnement y compris dans leurs activités à l'étranger.*

*Nous dépendons toujours du soutien de nos membres et de nos sympathisant-e-s pour nos activités! Nous serons heureux de pouvoir compter sur vous aussi à l'avenir. Un grand merci!*

Christoph Wiedmer, Directeur

## Millions can walk...and win!



Photo: Filmcoop Zürich SA

100 000 personnes de la ville indienne de Gwâlior ont pris la route, longue de 400 kilomètres, pour relier la capitale New Delhi en octobre 2012. Lors de la «Marche pour la justice», la «Jan Satyagraha», elles ont protesté pacifiquement contre l'exploitation et l'expulsion des sans-terre et des Adivasi, une population autochtone de l'Inde. Avec un programme en 10 points, elles ont exigé, entre autres, une réforme agraire radicale de la part du gouvernement indien. Cette réforme permet d'assurer la survie des Adivasi et des personnes les plus pauvres d'Inde. Alors que les gens se trouvaient encore en chemin vers New Delhi, le ministre indien du développement agraire manifestait déjà son ouverture à la discussion. Aujourd'hui, un peu plus d'un an plus tard, nombre des exigences ont déjà été ancrées dans la loi.

Le film «Millions Can Walk», de Christoph Schaub et Kamal Musale, parle de la «Jan Satyagraha» et des personnes qui ont pris part à cette marche. Lors de la première du film, nous avons pu rencontrer à Berne Rajagopal P.V., militant de longue date et fondateur du mouvement «Ekta Parishad». Le chef de file de ce mouvement social était considérablement impliqué dans l'organisation de la «Marche pour la justice». Il est l'un des personnages principaux du film «Millions Can Walk».

### Quel est l'objectif du mouvement «Ekta Parishad»?

Rajagopal P.V.: «Ekta Parishad» s'engage pour le droit humain à un accès à la terre, à la forêt et à l'eau. L'idée est simple: la pauvreté ne peut être combattue que si les personnes ont un contrôle sur les ressources naturelles que sont la terre, la forêt et l'eau. Nous travaillons selon le concept de Mahatma Gandhi. Il a dit que les communautés villageoises doivent être autosuffisantes et autogérées. Nous nous battons pour une économie décentralisée, des décisions et un pouvoir décentralisés. Pour atteindre ces objectifs, nous organisons des projets, des trainings ainsi que de grandes mais aussi de petites manifestations.

### La «Jan Satyagraha» a débuté le 2 octobre 2012, journée internationale de la non-violence. En quoi consistait cette «Marche pour la justice»?

La «Jan Satyagraha» est un instrument pacifique très important. Pour participer à cette marche d'un mois, les gens ont économisé chaque jour une roupie et une poignée de riz, et ce pendant trois ans. Pour les gens pauvres, cela représente beaucoup. Le message principal de la marche était que même les plus pauvres peuvent agir et changer leur vie. Le deuxième message était que les jeunes peuvent aussi prendre des responsabilités. 12 500 jeunes, dont bon nombre d'analphabètes n'ayant jamais été à l'école, ont aidé à organiser la marche et ont ainsi pris une

responsabilité envers leur société. Quels autres événements offre la possibilité à un si grand nombre de participer? La marche non-violente est un moyen qui peut également être repris par d'autres mouvements dans d'autres pays.

### Cette marche a un fort caractère social. Quel rôle a joué l'individu dans cet événement?

Je pense que les personnes pauvres jouent un rôle important car elles ont beaucoup sacrifié pour cette marche. Pas uniquement en économisant argent et nourriture. Nous avons marché dans une région que nous ne connaissions pas, nous avons occupé les routes durant des semaines ainsi qu'une voie d'autoroute. Nous n'avions pas d'autorisation mais nous avons malgré entrepris le voyage. Des officiers du gouvernement et des policiers nous ont soutenu-e-s et certaines personnes distribuaient des fleurs aux participant-e-s à la marche. Cette expérience a transformé les participant-e-s et leur a apporté de la confiance en eux-mêmes.

### Qu'est-ce que la «Jan Satyagraha» a apporté aux Adivasi?

Nous avons déjà organisé beaucoup de marches. Suite aux marches de 2007 et 2012, environ 1,2 millions d'Adivasi, dont la population s'élève à 80 millions de personnes, ont reçu des terres. C'est une bonne chose car certaines personnes possèdent aujourd'hui enfin des terres. Mais qu'advient-il des personnes qui n'en ont toujours pas? Leur combat continue. Nous ne pouvons pas abandonner, tant que ces personnes n'auront pas reçu la terre qui leur revient de droit. Les personnes qui se sont vues attribuer des terrains sont très heureuses, elles les mettent à profit pour cultiver. Leur situation financière s'est améliorée, elles peuvent maintenant mieux contribuer à nos prochaines actions. Ceux et celles qui ont reçu des terres aident aujourd'hui ceux et celles qui doivent encore se battre.

### Quelles activités sont actuellement en cours?

Durant les élections de février 2014, nous avons lancé la campagne «No land, no vote» à New Delhi. «Si vous ne nous donnez pas de terre, nous ne vous donne-

## Policiers à la solde des entreprises de matières premières

rons pas notre vote», tel était le slogan de notre campagne. Nous avons invité les politicien-ne-s de tous les partis pour une prise de position sur la réforme agraire. Malheureusement, l'Inde est très corrompue. Je ne parle pas que de l'aspect financier, mais aussi du domaine des paroles. Beaucoup de politicien-ne-s disent une chose mais en font une autre. C'est une forme de violence. Nous nous battons contre cela. En hindi, nous disons «Manasa, Vaacha, Karmana». «Manasa» signifie non-violence dans l'esprit, «Vaacha» non-violence dans les paroles et «Karmana» non-violence dans les actions. Il s'agit donc d'actions, de communication et de pensées non-violentes. C'est là un chemin spirituel qui prône la non-violence dans tous les domaines.

Interview: Nicole Pozzi, Jessica Fuchs

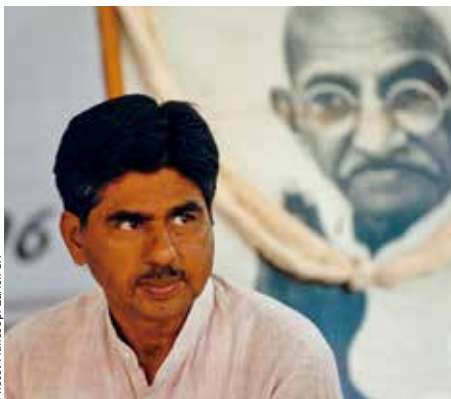


Photo: Filmcoop Zürich SA

### Rajagopal P.V.

Le militant pacifiste Rajagopal P. V. est membre du Conseil national indien pour les réformes agraires, vice-président de la Gandhi Peace Foundation ainsi que fondateur et président du mouvement indien pour les droits humains «Ekta Parishad» (en français: «forum de l'unité»). Depuis plus de 40 ans, il s'engage pour les droits des Adivasi et d'autres groupes de population marginalisés en Inde. Il a fondé des organisations de formation sur les sujets de la non-violence et de l'autodétermination. De nombreux mouvements auto-organisés de femmes et de jeunes sont nés suite à ces cours. En 1991, il a fondé l'association «Ekta Parishad» où il lutte, avec d'autres militant-e-s, pour le respect des droits des sans-terre et des Adivasi et contre l'accaparement des terres, fortement répandu en Inde. Les campagnes d'Ekta Parishad reposent sur les méthodes de Mahatma Gandhi et utilisent entre autres les marches comme forme d'action non-violente. (np/jf)

**Un nouveau rapport de la SPM montre que la police péruvienne réprime souvent les contestations de la population contre les projets miniers à la demande des entreprises minières. Des entreprises suisses sont également impliquées dans ces contrats de collaboration douteux.**

Au Pérou, les projets miniers soulèvent la résistance: des entreprises multinationales veulent exploiter de nouvelles mines, sans auparavant consulter suffisamment la population. En juillet 2012, la population locale de Cajamarca a protesté contre le projet d'agrandissement «Conga» de la mine d'or Yanacocha. Cinq manifestants sont morts sous les balles de la police. Plusieurs douzaines de manifestants ont été blessés, arrêtés ou déportés. Déjà en mai 2012, trois personnes sont mortes au cours des manifestations contre la mine de cuivre de Tintaya de l'ancienne entreprise Xstrata (aujourd'hui Glencore Xstrata).

Des recherches de la SPM montrent qu'au moment des manifestations à Cajamarca et Tintaya, il existait des relations contractuelles entre la police nationale du Pérou et les entreprises minières. De tels contrats entre la police et des entreprises privées ne sont pas rares au Pérou: au moins 13 contrats de ce type sont connus. La SPM a analysé sept contrats de sécurité dans son rapport qu'elle a publié en décembre, en collaboration avec des ONG péruviennes.

Ces contrats définissent des «services supplémentaires extraordinaires», fournis par la police contre rémunération pour le compte d'une entreprise privée. Les policiers sont aussi dédommagés individuellement pour leur intervention, en plus de leur salaire d'employé d'Etat. De plus, l'entreprise fournit en général des véhicules, un logement, les repas et

l'équipement aux troupes de police.

Pour la SPM, ces contrats sont particulièrement problématiques. Les forces de sécurité d'Etat perdent leur indépendance en raison des dédommagements financiers des entreprises. Il y a un grand danger de voir apparaître de la violence pour réprimer la résistance légitime de la population locale contre les projets miniers. Le monopole de la violence de l'Etat est envahi par ces contrats et la confiance de la population locale envers l'Etat s'amenuise. De plus, les entreprises minières portent une responsabilité dans les violations des droits humains commises par les policiers, causés par ces contrats de sécurité.

La SPM exhorte le gouvernement péruvien et les entreprises minières à annuler immédiatement ces contrats. Ils doivent en outre s'engager à des négociations sérieuses avec les groupes de population concernés et trouver une solution aux conflits, au lieu de les réprimer par des interventions policières.

La Suisse doit aussi prendre ses responsabilités, car les raffineries suisses font partie des plus importants acheteurs d'or du Pérou. L'or délictueux de Yanacocha est en grande partie traité dans l'entreprise Valcambi SA à Balerna, au Tessin. La mine de Tintaya appartient à la multinationale de matières premières suisse Glencore Xstrata.

Manifestement, les initiatives existantes comme les «Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme» ne suffisent pas pour éviter les abus des services de sécurité au service d'entreprises du secteur des matières premières. C'est pourquoi la SPM demande au gouvernement suisse d'inclure dans la loi des obligations de diligence contractuelles pour les entreprises multinationales.

Christoph Wiedmer, Directeur de la SPM



Le pick-up Toyota avec la plaque d'immatriculation A7K-918 est enregistré au nom de l'exploitation minière Minera Yanacocha. La photo montre comment l'entreprise privée transporte des unités de la police nationale péruvienne à bord du véhicule.

Photo: Grufides

## Libre-échange suisse avec de «fausses» démocraties

**Une fois de plus, un accord de libre-échange soulève la polémique: la Suisse et les pays de l'AELE mènent depuis quelque temps déjà des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec la Russie, un pays qui se distingue pourtant par une longue liste d'atteintes aux droits humains. La table des négociations accueille en outre des représentants de la Biélorussie, un pays sous gouvernance autocratique qui fait l'objet de nombreuses sanctions internationales. Toutefois, cela ne pose pas de problème à notre ministre de l'économie, Johann Schneider-Ammann.**

Selon différents observateurs occidentaux, la Biélorussie, un pays gouverné depuis 1994 de façon autocratique par le président Alexandre Loukachenko, est considérée comme la «dernière dictature européenne». Les atteintes aux droits humains y sont monnaie courante et les libertés d'expression, d'association et de manifestation sont tout particulièrement bafouées. Selon plusieurs organisations de défense des droits humains, les militant-e-s pour les droits humains, les syndicalistes et les militant-e-s pour l'environnement ainsi que les personnes appartenant à des minorités sexuelles font en outre l'objet de persécutions. Qui plus est, la Biélorussie est le dernier pays en Europe qui applique encore la peine de mort.

A l'occasion des élections de 2006, lors desquelles Loukachenko a été soupçonné de fraude électorale, les observateurs internationaux se sont intéressés de près à ce pays. Depuis mai 2006, l'UE a instauré des sanctions économiques sévères envers la Biélorussie. La Suisse a suivi le mouvement fin juin 2006 en édictant également des sanctions, lesquelles sont encore en vigueur aujourd'hui. Ces sanctions visent une trentaine de personnes exerçant au sein du gouvernement ou de la haute administration, dont le président et ses fils. Les personnes sur qui pèsent ces sanctions sont interdites d'entrée sur le territoire suisse et leurs avoirs éventuels y sont bloqués. Toutefois, cela n'empêche pas les officiels suisses de négocier un accord de libre-échange avec la Biélorussie, même si ce n'est que par

la petite porte. Concrètement, la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein sont depuis un temps certain déjà en pourparlers avec la Russie à propos de la conclusion d'un accord de libre-échange, or la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan entretiennent depuis 2009 une union douanière. A ce qu'on dit, la délégation russe aurait mis peu après le début des négociations les pays de l'AELE au pied du mur en leur soumettant le choix suivant: soit l'accord est conclu avec l'ensemble de l'union douanière, c'est-à-dire y compris avec la Biélorussie, soit aucun accord ne sera conclu.

### Le compromis «boiteux»

Comme l'indiquait fin janvier le quotidien zurichois *Tages-Anzeiger*, l'union douanière entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie n'a longtemps été qu'un tigre de papier. Ce n'est qu'en 2011, soudainement, que le président russe Vladimir Poutine l'a érigée au rang de priorité. L'ancien diplomate suisse Luzius Wasescha, qui a mis les négociations sur les rails, a déclaré au journal zurichois que l'on savait, en Suisse, qu'un accord de libre-échange avec la Biélorussie mettrait politiquement le feu aux poudres, raison pour laquelle les chargés d'affaire se sont mis d'accord sur un compromis: les pourparlers n'auraient pas lieu en Biélorussie et ne pourraient être présidés par un représentant de ce pays.

Du point de vue du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, l'éventualité d'un accord de libre-échange avec la Biélorussie ne constitue nullement un problème. Dans une interview parue le 25 janvier dans le *Tages-Anzeiger*, Schneider-Ammann a même déclaré au sujet de la Biélorussie et du Kazakhstan que ces pays n'étaient évidemment pas encore des démocraties mais qu'ils répondaient déjà à quelques standards si l'on s'en tenait à certains paramètres quantifiables. La Suisse et ses partenaires ont tout de même fini par accepter d'étendre les négociations de l'accord à la Biélorussie.

### Accord de libre-échange sans clause sur les droits humains?

Aux yeux de la SPM, tout accord de libre-échange avec la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan qui ne comprend pas de

clause sur les droits humains est inacceptable. La SPM a clairement fait part de ses réticences au conseiller fédéral Schneider-Ammann en personne ainsi qu'à l'occasion d'un entretien avec les chargés d'affaire du SECO. Selon elle, il est inacceptable que l'accord avec l'union douanière comporte un chapitre sur le développement durable mais qu'il ne soit nulle part question des droits humains. La SPM exige l'intégration de mécanismes contraignants à déclencher au cas où l'on constaterait des atteintes aux droits humains.

D'après des rapports officiels, le Parlement entre désormais aussi dans le débat: le conseiller national Martin Naef (PS/ZH) déplore ainsi que les droits humains ne pèsent pas davantage dans la politique commerciale du Conseil fédéral. Dans une intervention, le parlementaire exige du Conseil fédéral une réponse à la question de savoir comment l'on peut d'une part émettre des sanctions contre un pays et de l'autre mener des négociations avec ce même pays en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange. Les critiques se font également entendre dans le propre parti de Schneider-Ammann: selon la conseillère nationale bernoise Christa Markwalder (PLR), le libre-échange et des sanctions constituent «un contradiction en soi».

Texte: Reto Moosmann

### Libre-échange avec la Chine

Malgré la connaissance d'atteintes graves aux droits humains, de travail des enfants et de travaux forcés, et malgré l'oppression de minorités, le Conseil national a approuvé en décembre dernier l'accord de libre-échange avec la Chine. La convention ne comporte aucune clause contraignante relative aux droits humains et ce sujet n'est pas même abordé à un seul endroit dans le texte. Cet accord augmente donc les risques que des produits importés en Suisse aient été produits dans des conditions contraires à ces droits. En décembre 2013, la Plateforme Chine, dont la SPM fait partie, a lancé une campagne intitulée «Pas d'accord de libre-échange avec la Chine sans les droits humains!», exhortant ainsi le Conseil national à rejeter l'accord prévu avec la Chine. Néanmoins, le Conseil national a approuvé cet accord le 10 décembre 2013, date – on notera l'ironie – de la journée internationale des droits de l'homme. (np)

## Campagne pour le Sri-Lanka, un succès

Plusieurs requérants d'asile qui ont été renvoyés au Sri Lanka par les autorités suisses ont été capturés et torturés à leur arrivée au Sri Lanka. Cette situation effrayante a été rendue publique par la SPM début septembre dans un rapport (seulement en allemand). Dans un même temps, la SPM, en collaboration avec l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés et Amnesty International, a lancé la pétition «Protection, vérité et justice pour la population sri lankaise» qui était également jointe à la dernière édition de VOICE. La pétition a rencontré un succès considérable: plus de 25 000 personnes y ont apposé leur signature.

L'Office fédéral des migrations a immédiatement annoncé un arrêt des renvois, après les révélations des cas de torture. Cette décision est indubitablement une réussite. L'ODM a ainsi répondu à une partie des exigences de la SPM.

Le succès de la campagne pour le Sri-Lanka perdure: visiblement, les accords de réadmission avec le Sri Lanka, annoncés depuis longtemps, sont actuellement interrompus. L'Office fédéral des migrations ODM et le Département fédéral des affaires étrangères DFAE confirment que l'accord ne sera pas signé pour le moment. L'évaluation des risques concernant les futurs renvois de requérants d'asile déboutés vers le Sri Lanka ne sera terminée qu'en avril 2014. Aujourd'hui, on sait déjà que les risques pour les requérants d'asile déboutés devront en tout cas être évalués à la hausse. L'augmentation des décisions positives pour les réfugiés sri lankais ainsi que les recours aboutis auprès du Tribunal administratif fédéral sont un signe encourageant. Grâce à notre campagne, la situation de centaines de personnes du Sri Lanka s'est clairement améliorée, puisque plus de 3000 personnes de ce pays sont actuellement en procédure de demande d'asile.

Ces jours, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU siège à Genève et pose des bases importantes concernant une enquête internationale sur les crimes de guerre de l'armée sri lankaise et des Tigres tamouls. En collaboration avec Freedom from Torture (FFT) et Tamils against Genocide (TAG), la SPM a organisé un événement parallèle à l'ONU, où nous avons pu révéler la farce que sont les tentatives de clarification et de réconciliation lancées par le gouvernement sri lankais: les cas de torture et de disparition de membres de la minorité tamoule ont clairement augmenté au cours des dernières années. (am)



Photo: Reto Moosmann

## En bref

### Stop aux violences à Xinjiang: le gouvernement chinois doit agir

Depuis janvier 2013, 254 personnes ont péri au cours des conflits opposant les forces de l'ordre chinoises à la population ouïghoure; 39 d'entre elles ont perdu la vie en 2014. La criminalisation et les arrestations de militant-e-s pour les droits humains et d'opposant-e-s au gouvernement dans la région ouïghoure autonome du Turkestan oriental, ont fortement augmenté l'année passée. L'augmentation du nombre de procès intentés pour «mise en danger de la sécurité d'Etat» dans la région autonome, montre clairement l'intensification des persécutions envers les opposant-e-s à la politique gouvernementale chinoise. En 2013, 296 procédures pénales ont eu lieu dans le Turkestan oriental, soit 10 % de plus que l'année précédente.

La SPM exhorte le gouvernement chinois à se réorienter et à stopper la persécution ainsi qu'à libérer les militant-e-s ouïghoures incarcéré-e-s pour des raisons politiques. De plus, il est impératif d'établir un dialogue crédible et constructif avec la population ouïghoure.

### Commandez le nouveau rapport annuel de la SPM!

Le nouveau rapport annuel 2013 est paru. Il sera disponible au téléchargement dès début avril sur notre site Internet ([http://www.gfbv.ch/fr/a\\_notre\\_sujet/rapport\\_annuel/](http://www.gfbv.ch/fr/a_notre_sujet/rapport_annuel/)). Vous pouvez commander un exemplaire imprimé auprès de notre secrétariat. N'hésitez pas à nous appeler (031 939 00 00) ou à nous contacter par e-mail ([info@gfbv.ch](mailto:info@gfbv.ch)).

## VOICE

**Impressum:** VOICE 1-2014, mars 2014

**Editrice:** Société pour les peuples menacés SPM, Schermenweg 154, 3072 Ostermundigen, 031 939 00 00, [info@gfbv.ch](mailto:info@gfbv.ch), [www.gfbv.ch](http://www.gfbv.ch) **Rédaction:** Reto Moosmann (rm) **Collaboratrices pour ce numéro:** Christoph Wiedmer (cw), Angela Mattli (am), Nicole Pozzi (np), Jessica Fuchs (jf), Yves Bowie (yb) **Mise en page:** Reto Moosmann **Parution:** semestrielle **Tirage:** 1500 exemplaires **Impression:** gdz AG, Zurich; imprimé sur Plano Speed («FSC Mix») **Abonnement:** 30 francs par an **Cotisation:** dès 60 francs par an

## Manifestations au Pérou et au Brésil de plus en plus souvent criminalisées

**Les multinationales ont un appétit insatiable pour les matières premières et les luttes sociales contre les projets miniers contrarient les sociétés d'exploitation car elles affectent leurs investissements. De leur côté, les gouvernements péruvien et brésilien courent au secours de ces sociétés et édictent de plus en plus de lois contre les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales.**

Un complément très court au code pénal péruvien est entré en vigueur en ce début d'année. Un complément très court, mais très lourd de conséquences. Désormais, l'art. 20 de ce code énonce que «le personnel de l'armée et celui de la police nationale du Pérou» sont exemptés de peine «lorsque, dans l'exercice de leur fonction, ils font usage de leur arme» et qu'il en résulte «des blessures ou des morts». En bref, la révision légale publiée le 13 janvier 2014 protège les forces de l'ordre contre d'éventuelles poursuites pénales concernant les conséquences de l'utilisation de leur arme à feu. A l'avenir, si des coups sont tirés lors d'une manifestation et que ceux-ci touchent des personnes, même si ces tirs sont parfaitement injustifiés, aucune procédure ne pourra être lancée contre les forces de l'ordre en question.

Marco Arana, défenseur des droits humains et activiste contre la mine d'or de Yanacocha, est inquiet, car il a lui-même déjà été victime de la répression étatique. Durant l'été 2012, lorsque les manifestations contre l'agrandissement de la mine de Yanacocha ont monté d'un cran, Marco Arana a été sévèrement menacé alors qu'il ne se trouvait qu'aux abords du cortège; le policier qui l'a arrêté a braqué un pistolet chargé à même le corps d'Arana.

La modification légale n'est pas la première mesure que le gouvernement péruvien prend afin de contrer les mouvements sociaux. Ces dernières années, pas moins de douze lois ont été renforcées, «criminalisant» ainsi les actions de revendication pour des droits sociaux. Certains meneurs choisis deviennent la cible de la répression menée par la police et par l'armée et les manifestants, des «auteurs de troubles» voire des «terroristes». Des lois qui servaient à l'origine à contrer le terrorisme – le Pérou a connu une guerre civile sanglante avec l'organisation clandestine du «Sentier lumineux» – sont désormais utilisées contre des manifestations qui luttent contre la destruction de l'environnement ou pour dénoncer les atteintes aux droits humains commises par des sociétés minières.

### Criminalisation également au Brésil

Au Brésil aussi, on observe un durcissement de la

situation. Surpris par les manifestations de l'été 2013, étonnamment virulentes, contre l'organisation de la coupe du monde de football au Brésil en 2014 ainsi que contre la corruption, les injustices sociales, l'augmentation des prix des transports publics de proximité et la violence policière démesurée; vu, aussi, la multiplication des manifestations des peuples autochtones contre l'industrialisation de l'Amazone, le gouvernement brésilien a adopté le 20 décembre 2013 une ordonnance intitulée «Garantie du respect de la loi et de l'ordre». L'objectif de ce texte est de mieux coordonner les interventions de la police, de l'armée et de la marine contre les mouvements populaires de protestation. Sont entre autres qualifiées de formes de danger les plus importantes le blocage de rues et le fait d'assiéger des institutions publiques.

En annexe de l'ordonnance, le gouvernement définit les «forces opposantes» comme suit: «il s'agit de segments autonomes ou infiltrés de mouvements sociaux ou d'organisations non gouvernementales qui pourraient affecter l'ordre public ou la paix intérieure du pays et qui utilisent pour cela des procédés illégaux». L'ordonnance vise également les peuples autochtones tels que les Kayapos, les Yanomamis et les Mundurucus, peuples qui luttent au sein de l'Amazone contre la construction de barrages et contre l'exploitation de matières premières. Etant donné que le droit de participation aux décisions de ces peuples est bafoué, les manifestations visant à assiéger ou à bloquer certains lieux est leur seul moyen d'action efficace pour attirer l'attention sur leur situation. Désormais, ils doivent s'attendre à devenir en outre des victimes de la répression étatique.

*Christoph Wiedmer, Directeur*

### Premier pas en direction d'une plus grande transparence: le Conseil fédéral publie les statistiques relatives au commerce de l'or

En décembre 2013, le Conseil fédéral a fait savoir qu'à partir du 1er janvier 2014, les statistiques par pays du commerce de l'or seraient rendues publiques. Depuis le début des années 1980, il avait fait l'impasse sur cette demande. En effet, cela visait à l'époque à cacher des importations de grande ampleur en provenance d'Afrique du Sud pendant l'apartheid ainsi que des importations en provenance de l'ancienne Union soviétique. La Société pour les peuples menacés salue le fait que les statistiques douanières relatives à l'importation et à l'exportation de métaux précieux soient désormais présentées de façon transparente. Toutefois, la transparence à elle seule ne suffit pas: des recherches de la SPM montrent qu'en 2013 encore, des raffineries suisses ont importé de l'or dont les conditions d'exploitation détruisent l'environnement et attisent des conflits sociaux. La SPM enjoint par conséquent le Conseil fédéral à contraindre les importateurs d'or à mettre en place une obligation générale de précaution et à dévoiler qui sont leurs fournisseurs. (cw)